

LES DÉNOMBREMENTS D'HABITANTS EN RÉGION LORRAINE SOUS L'ANCIEN RÉGIME : ESQUISSE D'UN GUIDE DE RECHERCHES

La résurrection des villages lorrains après le cataclysme de la guerre de Trente Ans et leur développement - discontinu - au XVIII^e siècle, sont le phénomène majeur de l'histoire de notre région sous l'Ancien Régime. Le progrès des méthodes de recherche permet à présent de l'appréhender en profondeur, sous de multiples facettes - variations démographiques, mutations sociales, croissance économique - en dépit des lacunes ou de l'imprécision des sources qui, comme on sait, sont loin de présenter la même fiabilité que nos modernes recensements : les inconvénients de beaucoup d'entre elles ont été cernés, leur typologie définie et des méthodes d'exploitation proposées⁽¹⁾.

Nous voudrions montrer ici brièvement les sources dont disposent les Archives, principalement celles de la Moselle, pour leur application. Nous n'évoquerons guère que pour mémoire les plus connues, les registres paroissiaux, pour nous étendre surtout sur les listes nominatives, en particulier celles, assez ignorées, de comparants aux audiences solennelles des justices locales dites « plaids annaux » ou « bannaux ».

Les registres paroissiaux sont, comme on sait, le recours obligé de toute étude approfondie du repeuplement, à partir de fiches familiales patiemment remplies et exploitées selon le procédé mis au point par MM. Michel Fleury et Louis Henry⁽²⁾. Pour ne citer que l'application la plus remarquable dans notre région, M. Cabourdin a pu en établir près de 15 000 antérieures à la guerre de Trente Ans, concernant le Toulinois et le comté de Vaudémont⁽³⁾. Mais il ne faut pas dissimuler que le Pays messin et la Lorraine orientale sont moins favorisés : les registres ont souvent péri dans le sac des presbytères et les curés ont mis du temps à reprendre leur tenue, parfois jusqu'aux itératives ordonnances royales de 1667 ou 1736 ou même,

1) Cf. MEUVRET (J.) dans *L'histoire et ses méthodes* (*Encyclopédie de la Pléiade*, t. 11), 1916, p. 893-933; J. et M. DUPAQUIER, *Histoire de la démographie*, 1985 et les auteurs cités ci-après, n. 2-3, 8, 15, 20.

2) M. FLEURY et L. HENRY, *Nouveau manuel de dépouillement et d'exploitation de l'état civil ancien*, 1965; cf. l'excellent *Guide de l'histoire locale* sous la direction d'A. Croix et D. Guyvarc'h, 1990, p. 35-53.

3) *Terre et hommes en Lorraine* (1550-1635). *Toulinois et comté de Vaudémont*, 1977, I, p. 94. Cf. du même, *Démographie et registres de catholicité dans une paroisse messine : Saint-Martin-in-curtis, 1566-1640*, dans *Annales de l'Est*, 1965, 4, p. 365-389.

s'agissant des doubles destinés aux bailliages, jusqu'à l'arrêt de la Cour souveraine de Nancy de 1764 : d'où l'intérêt des listes nominatives⁽⁴⁾.

Rôles de feux

La plupart des listes d'habitants de ces époques sont muettes sur la composition ou la taille des familles et se bornent à recenser les chefs de celles-ci, c'est-à-dire les feux - nos modernes foyers fiscaux - appelés aussi en Lorraine « conduits ». La comparaison de chiffres extraits de séries continues de rôles établis d'après des critères identiques, permet cependant à elle seule de dégager des évolutions générales, comme celle des communautés de l'office de Hombourg et Saint-Avold de 1628 à 1662, décrite par M. Xavier Blum⁽⁵⁾. On peut même y repérer quelquefois des notations particulières, entre autres d'immigrants picards dans un rôle de corvéables du comté de Bitche de 1684, signalé par notre collègue M. Didier Hemmert⁽⁶⁾.

Les rôles fiscaux ont toutefois l'inconvénient de passer fréquemment sous silence les privilégiés, bénéficiaires d'exemptions, ou, à l'autre bout de l'échelle sociale, les indigents. Ces catégories sont cependant énumérées dans la plupart des rôles de la subvention; du fait de l'assiette de ce véritable impôt sur la fortune organisé par Léopold au début de son règne, ces documents ont en outre le mérite de refléter la structure sociale dans les duchés au XVIII^e siècle, d'autant mieux qu'ils précisent la profession des assujettis. Ils subsistent par dizaines dans certains fonds d'archives communales ou de justices locales - jusqu'à 75 dans celle de Thicourt⁽⁷⁾ -, mais on ne peut exclure le risque qu'à défaut de nouveaux dénombrements, les répartiteurs les aient recopiés d'une année sur l'autre. D'où le conseil de Mme Laperche-Fournel de compiler en tel cas des rôles de natures différentes, établis par des autorités étrangères les unes

4) Cf. LE MEE (René), *La réglementation des registres paroissiaux en France*, dans *Annales de démographie historique*, 1975, p. 251-278; DUPAQUIER, *op. cit.*, p. 48-64 et, sur notre région, l'introduction de M. Pierre MAROT au *Répertoire numérique de la sous-série 2 E* des Archives départ. de M.-et-Mos., 1934, p. I-XI; J. RICHARD, *Kirchenbücher als Geschichtsquelle*, dans l'*Annuaire de la Soc. d'hist. et d'archéol. de la Lorr.* (Metz), 1910, p. 587-593; M.G. CABOURDIN, *Démographie et registres de catholicité...*, *op. cit.*, p. 366-367.

5) *La population de la seigneurie de Hombourg-Saint-Avold de 1628 à 1662. Étude sur les pertes démographiques de la région durant la guerre de Trente Ans*, dans *Les Cahiers lorrains*, 1988, 3, p. 237-260.

6) Relevé inédit de *Listes nominatives de conduits établis dans le comté de Bitche (avant 1789)*.

7) Arch. dép. de la Mos., B 9698.

aux autres⁽⁸⁾. On pourra consulter à cet effet, aux Archives de la Moselle, un instrument de recherche manuscrit⁽⁹⁾, présentant sous une forme synoptique, en deux séries alphabétiques de localités, d'une part les recensements de population et les rôles de répartition des impôts royaux et ducaux, de l'autre les listes de comparants aux plaids annaux, dont il sera question plus loin. Les rôles de charges communales ou de contributions de guerre et les états de rentes seigneuriales, dont les critères d'établissement sont plus difficiles à déterminer, ont été laissés hors du cadre de ce dépouillement.

Recensements individuels

C'est encore le duc Léopold qui passe pour avoir introduit dans notre région le premier recensement moderne avant la lettre, indiquant non seulement les ménages, mais aussi leur composition, par sexes et classes d'âge. Malheureusement, les résultats détaillés ne subsistent plus en principe que pour les petites localités, de moins de 29 feux, car on ne conserve guère les ajouts qu'aurait nécessités dans les plus grandes l'insuffisante extension des formules, limitées à ce même nombre de cases (les recenseurs locaux ont-ils estimé que la Chambre des Comptes de Nancy, chargée du dépouillement, se contenterait de l'attestation du curé quant au nombre de communians et de non-communians, réglementairement inscrite à la page 4 ?)⁽¹⁰⁾. Cette lacune peut être en partie comblée grâce aux listes préparatoires d'un receveur des finances, celui de Bouzonville, pour les six offices (ou prévôtés) de Boulay, Bouzonville, Freistroff, Saint-Avold, Siersberg et du Schaumbourg, ces deux derniers aujourd'hui en Sarre. La plupart des listes (établies par communautés) existent en deux exemplaires, le second complété non seulement d'indications relatives à la composition des ménages, mais aussi à leur fortune (cote de la subvention, état du cheptel, etc.), moins détaillées toutefois qu'il n'était requis⁽¹¹⁾.

8) *La population du duché de Lorraine de 1580 à 1720*, Nancy, 1985, p. 52-56. Cf. M.G. CABOURDIN, *Les premiers dénombrements dans les duchés de Lorraine et de Bar (XVII^e et XVIII^e siècles)* dans *Population et société, actes du colloque international de Cluj*, t. IV, 1980, p. 70-74 (cité d'après DUPAQUIER, *op. cit.*, p. 94); BIRABEN (J.N.), *Les listes nominatives d'habitants et leur utilisation généalogique*, *Stemma*, 1982, 4 (d'après DUPAQUIER, *op. cit.*, p. 76).

9) Communiqué sur demande, en attendant sa publication.

10) Mme LAPERCHE-FOURNEL, *op. cit.*, p. 24-26; Fr. VISINE, *Préface à l'étude de quelques éléments statistiques relatifs aux duchés de Lorraine et de Bar en 1708*, *Annales de l'Est*, 1950, p. 171-206. Cf. J. ROUSSEL, *Tableaux statistiques relatifs aux déclarations des communautés des duchés... en 1708*, *Annales de l'Est*, 1952, p. 167-174.

11) Arch. dép. Mos., B 6903. Les listes du Schaumbourg ont été publiées en traduction allemande par notre collègue M. H.W. HERMANN, *Ein Einwohnerverzeichnis des Amtes Schaumburg vom Februar 1707*, dans *Zeitschrift für die Geschichte der Saargegend*, t. 6-7 (1956-1957), p. 69-95.

On se doute que les curés étaient interrogés également par leurs supérieurs hiérarchiques sur le nombre de communiant et de non-communiant. On voit ces chiffres inscrits aux procès-verbaux de visites canoniques, complétés même le cas échéant d'une mention des non-catholiques. Certains curés prenaient soin d'inscrire les listes des communicants aux registres paroissiaux, les jours mêmes des cérémonies. Accompagnées de listes de non-communiant, elles pouvaient servir aussi de justificatifs à des demandes de création de vicariats ou de nouvelles cures : une trentaine figurent dans des dossiers de ce type déposés par l'Évêché aux Archives départementales et, parmi elles, une dizaine vont jusqu'à dénombrer les enfants en bas âge « non capables d'instruction »⁽¹²⁾.

Les bouches à nourrir pouvaient être recensées aussi à une toute autre fin, comme consommatrices taxées à la gabelle, mais de tels « rôles de greniers à sel » n'ont été conservés aux Archives de la Moselle que pour les communautés du Pays Messin et pour la seule année 1646⁽¹³⁾. Il est à présumer que, comme en d'autres régions, les effectifs des ménages n'y comprennent pas les « bouches non gabellantes », c'est-à-dire les enfants de moins de huit ans⁽¹⁴⁾.

Compilations et extrapolations

Étienne Julliard a montré qu'à défaut de recensements individuels, les rôles de feux pouvaient servir de grille propre à extraire des registres paroissiaux les effectifs des ménages et, partant, les chiffres de population des localités : il a procédé ainsi pour un petit village (de 110 habitants) et pour une seule année, confessant qu'« il s'agit là d'un travail considérable qui ne peut être réalisé que dans le cas d'une toute petite commune »⁽¹⁵⁾. Mais si l'on dispose de tels chiffres de population à deux années d'intervalle, « leur variation, comparée avec l'accroissement naturel (l'excédent des naissances sur les décès) comptabilisé dans les registres paroissiaux, permet de chiffrer pour cette même période la migration nette, c'est-à-dire la balance de l'émigration et de l'immigration »⁽¹⁶⁾.

12) Arch. dép. Mos., 29 J 59 à 110 : détail dans un relevé analytique sur fiches, non publié au répertoire de la sous-série, obligeamment établi par notre confrère M. Ch. HIEGEL.

13) C 346.

14) Cf. Jacques HUSSENET, *États de peuplement en Argonne et Champagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, dans *Mémoires de la Soc. d'agriculture, commerce, sciences et arts du départ. de la Marne*, 1979, p. 197-213 (voir p. 200). L'auteur propose un multiplicateur variant selon les années de 1,21 à 1,26 pour calculer la population totale (p. 205-207).

15) *De la guerre de Trente Ans à la Révolution : les transformations sociales et économiques de Mitschdorf (Bas-Rhin)*, dans *Revue d'Alsace*, 1949, 2, p. 139-160 (cf. p. 142).

16) *Ibid.*, p. 142-143. L'auteur relève aussi l'intérêt, pour l'histoire de l'immigration, de la mention du lieu d'origine de jeunes mariés aux registres paroissiaux.

La population totale a souvent été évaluée d'une manière approximative, à partir des rôles de feux, par application d'un multiplicateur correspondant au nombre moyen de personnes par ménage. Initiée par Vauban, la méthode est toujours pratiquée de nos jours, mais avec circonspection, du fait de la difficulté de déterminer un coefficient qui, selon l'expression de Mme Laperche-Fournel « varie en fonction de la conjoncture démographique » : en Toulousain, avant la guerre de Trente Ans, il était de 5 personnes par conduit, « peut-être un peu moins », selon M. Cabourdin⁽¹⁷⁾, en Basse-Alsace, au XVIII^e siècle, de 4,6 selon M. Julliard⁽¹⁸⁾, en Lorraine ducal, en 1708, de 4,3. Mme Laperche-Fournel, tout en admettant que « les multiplicateurs 4 et 5 ne sont pas si arbitraires qu'on pourrait le croire », préfère éviter d'y recourir, sauf pour l'année 1708, et se borner à calculer les évolutions démographiques et les densités de population en nombre de conduits et non de personnes⁽¹⁹⁾. On conviendra que c'est la sagesse, en l'absence de multiplicateurs sûrs; de même, *a fortiori*, s'agissant de coefficients qui ont été proposés pour calculer la population totale à partir du nombre de communians⁽²⁰⁾.

Plaid annaux

Puisqu'en définitive les rôles de conduits « sont irremplaçables à condition d'être utilisés avec rigueur »⁽²¹⁾, on ne saurait ignorer une catégorie d'entre eux assez particulière qui n'a quasiment servi jusqu'à présent qu'à l'illustration de monographies communales : les listes de villageois convoqués aux plaid annaux, auxquelles nous avons fait allusion au début de cette étude. Même si on écarte certaines d'entre elles, qui ne recensent qu'une catégorie de justiciables, les « portériens », sur lesquels nous reviendrons, et non l'intégralité des habitants, elles existent en séries homogènes pour de nombreuses localités et offrent l'avantage d'être tenues à jour d'une année à l'autre. Cette dualité de justiciables, généralement distingués dans les listes, reflète l'ancienneté de l'institution et la diversité de son évolution.

Les plaid annaux ou « bannaux » (*Jahrdinge* ou *Jahrgedinge* en pays germanophone) étaient des audiences particulièrement

17) *Terre et hommes*, op. cit., p. 158.

18) *Op. cit.*, p. 142.

19) *Op. cit.*, p. 38. Cf. la discussion de M. P. BRASME, *Histoire de Woippy*, Metz-Nancy, 1987, p. 35-36; MEUVRET, op. cit., p. 919...

20) Cf. Fr. HIMLY, *Les conséquences de la guerre de Trente Ans dans les campagnes alsaciennes, problèmes et orientations*, dans *Deux siècles d'Alsace française...*, Strasbourg, 1948, p. 15-60 (voir p. 48). L'auteur expose aussi une méthode plus compliquée de calcul de la population totale à partir des rôles militaires.

21) Mme LAPERCHE-FOURNEL, op. cit., p. 55.

12. Juin 1786.

J. U. S. S. Y.



Les Plaid's Annaux Du Haut
Ban De I 7 8 6 ...—...



Un procès-verbal de plaid's annaux (page de couverture).

Arch. dép. Moselle B 5611

solennelles des justices seigneuriales, tenues à des dates fixes, une fois l'an - parfois deux ou trois -, auxquelles tous les chefs de famille étaient primitivement obligés d'assister, sous peine d'amende⁽²²⁾. Le taux de participation était par conséquent très élevé et l'est resté dans les nombreuses seigneuries où l'institution s'est conservée intacte jusqu'à la Révolution. Dans les plus grandes, les plaids étaient tenus successivement dans les différents villages (ou dans les chefs-lieux de « mairies » groupant plusieurs villages) par le seigneur ou son représentant. Leurs procès-verbaux sont consignés dans les registres ou les minutes des justices locales, qui remontent le plus souvent à la fin des guerres du XVII^e siècle. Dans la plupart des cas, le greffier n'a pas hésité à y inscrire la liste des présents, vérifiée par appel nominal, soit sans ordre apparent, soit par catégories juridiques ou sociales : officiers, laboureurs, manœuvres, veuves, portériens et quelquefois « nouveaux entrants » et juifs. Dans les plaids de mairies, une répartition par villages ou hameaux⁽²³⁾ ou encore, le cas échéant, par coseigneurs⁽²⁴⁾, se superposait à la précédente.

La fiabilité des listes résulte de la rigueur de l'obligation de présence des assujettis, illustrée notamment par le procès-verbal d'un plaid tenu à Creutzwald-la-Houve en 1752 : « Tous les habitants dudit lieu et portériens sont obligés de s'y trouver (...) et de rester audit Critzvalt-la-Houve depuis le soleil levé jusqu'au soleil couché, à peine de sept gros d'amende pour la première fois, du double pour la seconde et de réunion de leurs biens pour la troisième ». A ces pénalités d'une lourdeur particulière, s'en ajoutait une autre de 5 francs à l'encontre de ceux qui enfreindraient l'interdiction de

22) Cf. BONNAUD-DELAMARE (R.), *Les plaids annaux à Lixheim au XVIII^e siècle*, dans *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, t. 80, *Germanist. Abt.*, 1963, p. 118-156; GUYOT (Ch.), *Des assemblées de communautés d'habitants en Lorraine avant 1789*, Nancy, s.d. (vers 1880), p. 5-9; CABOURDIN, *Terre et hommes*, op. cit., p. 241-243 et, du même, *La vie quotidienne en Lorraine aux XVII^e et XVIII^e siècles*, 1984, p. 151-153 ainsi que *Les relations des communautés villageoises de Lorraine avec les seigneurs aux temps modernes*, dans *Journées internationales d'histoire, Flaran*, 4, 1982 (cité d'après l'ouvr. précéd.); HIEGEL (H.), *Le bailliage d'Allemagne de 1600 à 1632...*, I, 1961, p. 157-159; ^{ca} MATHIEU, *L'ancien régime en Lorraine et Barrois*, 3^e édit., 1907, p. 321-324; MAJERUS (N.), *Histoire du droit dans le Grand-Duché de Luxembourg*, 1949, I, p. 209-217; BRASME, op. cit., p. 232-234, etc. et les éditions ou analyses de : BENOIT (Arthur), *Les plaids annaux de la baronnie de Sarreck (Meurthe)...*, dans la *Revue de l'Est (Austrasie)*, 1869 et à part, 55 p. (Dolving); TOUBA (abbé J.), *Zwei Jahrgedinge aus der lothringischen Herrschaft Püttlingen*, dans *Jahrbuch der elsass-lothringischen wissenschaftliche Gesellschaft zu Strassburg*, 7, 1934, p. 103-125; DORVAUX (abbé N.), *Plaids annaux de Bionville, 1433-1566*, dans *Rev. eccl. de Metz*, 1892, p. 422-428 et 478-486.

23) Par exemple dans les seigneuries de Florange, du Val de Holving, dans le comté de Forbach...

24) Dans les listes de villages de la baronnie de Fénétrange aux Arch. dép. de M.-et-Mos., 8 B 169-185.

« sortir de l'assemblée, ny de parler sans en avoir obtenu la permission... ou qu'ils soient interrogés »⁽²⁵⁾. L'amende pour les défaillants était ailleurs généralement de 5 gros et son aggravation s'explique peut-être ici par l'opposition des habitants à l'instauration des plaids dans cette localité de création récente⁽²⁶⁾ - les officiers du duc, sur le domaine duquel elle avait été érigée, y renoncèrent les années suivantes, se contentant d'assermenter chaque année le maire et les officiers de justice. De plus en plus, au XVIII^e siècle, les plaids étaient ressentis comme une charge gênante et onéreuse et non plus comme jadis, comme une garantie de liberté⁽²⁷⁾.

Leur origine remonte en effet aux « champs de mai » carolingiens, conservés un peu partout au Moyen Âge sous des dénominations diverses (« plaids généraux », assises, « *echte Dinge* ») mais tombés ensuite en désuétude en dehors de la région lorraine, où ils restèrent destinés à la création de la justice, à la reddition des comptes de rentes et redevances seigneuriales, à la taxation des amendes champêtres, etc. Mais il semble qu'ils aient dû leur vitalité à l'énoncé et à la discussion dont faisaient l'objet, dès le XIII^e siècle, les droits du seigneur, surtout, à l'origine, dans les seigneuries ecclésiastiques, en butte aux empiétements des avoués. Comme l'a montré Charles-Edmond Perrin, la consignation dite « rapport de droits » (« *Weistum* » en région germanophone), qui était lue à l'ouverture du plaid et discutée par les assistants, a eu à la longue un caractère évolutif, jusqu'à apparaître comme un mode mineur d'émancipation rurale, dispensant en quelque sorte le seigneur de l'octroi de chartes de franchises⁽²⁸⁾. Les zones d'apparition respectives de ces chartes et des rapports de droits se côtoient en effet sur la carte sans se superposer, de part et d'autre d'une ligne de séparation difficile à tracer dans l'état actuel de nos connaissances, mais qui se situerait sensiblement, abstraction faite d'enclaves lointaines des deux côtés, vers la Woëvre et la côte de Moselle⁽²⁹⁾.

25) Arch. dép. Mos., B 9170.

26) Remontant à une verrerie fondée en 1705, cf. DICOP (abbé Nicolas), *Creutzwald, carrefour de la Houve*, 1968, p. 58-59.

27) Cette affirmation doit cependant être nuancée par celle de M. Bonnaud-Delamare selon laquelle les cahiers de doléances de 1789 ne contiennent pas de griefs à ce sujet.

28) *Recherches sur la seigneurie rurale en Lorraine d'après les plus anciens censiers (IX^e-XII^e siècles)*, 1935, p. 684-688; du même, *Les rapports de droits*, « *Weistümer* », et leur intérêt pour l'histoire rurale de la Lorraine au Moyen Âge, dans *Bull. de la soc. des sciences de Nancy*, n° 5 bis, août 1939, p. 203-215 (*Comptes rendus du 1^{er} Congrès lorrain des soc. savantes de l'Est de la France*, t. III).

29) Cf. PERRIN (Ch.-E.), *Catalogue des chartes de franchise de la Lorraine antérieures à 1530*, dans *Annuaire de la soc. d'hist. et d'archéol. de la Lorraine*, 1924, (et tir. à p.), p. 280. Schématiquement, la zone des rapports de droits est celle à forte densité de seigneuries ecclésiastiques et l'autre, de seigneuries laïques.

Portériens

Il semble que cette région ait constitué une zone de transition où, au moins depuis la reprise générale des plaids au XVII^e siècle, on attachait à ceux-ci moins d'importance qu'ailleurs. On n'y convoquait que des tenanciers - les portériens - astreints à une corvée ou à une redevance - à Jarny, le « charroi » - et à un droit de mutation, dit « revêture », et encore les dispensait-on d'une comparution personnelle et les autorisait-on à se faire représenter par un procureur, dit « fondé » : parent, cohéritier, habitant quelconque ou officier de la seigneurie. Cette facilité était d'autant plus appréciée que certains portériens, des bourgeois, mais aussi des clercs ou des nobles, ne résidaient pas dans la localité : à Jarny, l'abbé de Gorze, le sieur de Gorcy, major, une dame du Fresnois que représentait le prévôt...⁽³⁰⁾.

On voit à ces exemples la nécessité de compléter la définition que donnent du mot « portérien » les dictionnaires classiques de l'ancienne langue - celle de tenancier ou fermier⁽³¹⁾ : à Moncel, près de Jarny, ce sont explicitement les fermiers de ces portériens qui les représentent au plaid⁽³²⁾ ! Dans le droit messin du Moyen Age, les portériens étaient effectivement des tenanciers, mais des seules terres dites « de quartier », immeubles domaniaux dépendant d'un seigneur de ban, auquel ils devaient la revêture (appelée alors « vesture » et encore perçue au Sablon au XVIII^e siècle)⁽³³⁾ et une redevance désignée du terme indifférencié de cens. La jurisprudence messine du XIII^e siècle stipulait que « lorsque l'acquéreur d'une terre de quartier n'habitait pas le ban, il était obligé de nommer un portérien du ban comme son représentant responsable de l'acquittement des charges seigneuriales » (le procureur était alors appelé « vestis au ban », terme correspondant à celui, plus moderne, de « fondé »)⁽³⁴⁾. Aux XVII^e-XVIII^e siècles, il n'était sûrement plus possible de distinguer les terres de quartier des autres terres roturières, les censives, et il est vraisemblable que les acquéreurs de celles-ci - également astreints à une « revêture » - avaient été autorisés

30) Arch. dép. Mos., B 7237 (plaids de 1738-1739, etc.).

31) GODEFROY (F.), *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, t. VI, 1889, p. 317; WARTBURG (W. von), *Französisches etymologisches Wörterbuch*, t. XIII, 1, 1966, p. 251, col. 2.

32) Arch. dép. Mos., B 7236-7237 (Jarny), B 5305 (Moncel).

33) « Il est enjoint à tous les nouveaux acquéreurs de biens dans l'étendue de ladite seigneurie de payer le droit de revêture... » (plaids de l'abbaye de Saint-Symphorien de 1762, p. 2 (Arch. dép. Mos., H 1663)).

34) MEIJERS (E.M.), *Aperçu systématique du droit civil de Metz d'après la jurisprudence du XIV^e siècle* (t. II du *Droit coutumier de la ville de Metz au Moyen Age*), 1965, p. 10-11 (le terme de « fondé » (sous-entendu : de pouvoir) est courant dans les listes de portériens des XVII^e-XVIII^e siècles).

à leur tour à se faire représenter aux plaids par un procureur lorsqu'ils habitaient hors du ban⁽³⁵⁾.

Les listes de comparants ne reflètent jamais de distinction entre les premiers et les seconds, mais tout au plus entre les « habitants et portériens », les simples habitants et enfin les « portériens forains » (ou « deforains »), ceux domiciliés hors de la seigneurie⁽³⁶⁾. La répartition la plus courante est cependant faite entre les habitants, classés ou non en laboureurs et manœuvres, d'une part et les portériens de l'autre, désignation remplacée par celle de « forains » en divers lieux où on ne devait plus connaître de portériens résidant sur place⁽³⁷⁾.

Autres catégories

S'y ajoutent, dans quelques localités du Pays Messin et Thionvillois, la catégorie particulière des juifs : à Augny, Bionville, Ennery, Tragny, Vallières et Vantoux, Yutz⁽³⁸⁾. Ce n'était jamais le cas en Lorraine germanophone : même les comtes de Créhange, vassaux immédiats de l'Empire, qui les avaient admis en grand nombre dans leurs villages, ne les y convoquaient jamais aux plaids, non plus que les officiers des comtes de Forbach et de Puttelange, autorisés par des ordonnances duciales de 1721 et 1753 à admettre dans ces localités plusieurs ménages, nommément désignés⁽³⁹⁾. Nous sommes cependant empêchés de poursuivre cette vérification par la pauvreté des sources, s'agissant entre autres de la baronnie de Fénétrange après 1753, de même que, sans distinction de dates, de la partie orientale de la généralité de Metz, où les étapiers juifs étaient nombreux le long de la « route d'Alsace »⁽⁴⁰⁾.

35) PERRIN (Ch. E.) (*Esquisse d'une histoire de la tenure rurale en Lorraine au Moyen Age* dans *Recueils de la Société Jean Bodin*, t. III, *La Tenure*, 1938, p. 161-163) signale cependant que la distinction s'est maintenue en Lorraine beaucoup plus longtemps qu'ailleurs, surtout dans les seigneuries ecclésiastiques et qu'elle y persistait encore « au seuil des temps modernes », en relation avec la tenue des plaids annaux (cf. p. 157-158). Elle avait disparu à Gandrange au XVII^e siècle, cf. APPEL (R. P. Laurent), *Du pressoir au laminoir, Amnéville, Boussange, Gandrange*, 1983, p. 46.

36) Dans les plaids de 1745 à 1788 à Hagondange (Arch. dép. Mos., B 5101 et 5102) et de 1763 à 1784 à Mondelange (B 5307-5308). Cf. APPEL, *loc. c.*

37) Par exemple dans les deux seigneuries (de Seingbouse et de Béning), constituant la mairie de Béning en 1704 (Arch. dép. Mos., B 6398) et 1725 (B 6396). A cette dernière date, ces « forains », des villageois de bans voisins, sont eux-mêmes énumérés par localités de résidence.

38) Cf. BERNARD (G.), *Les familles juives en France... Guide des recherches biographiques et généalogiques*, 1990, p. 148-149, nos 1-7 et 165, n° 72.

39) Sur ces ordonnances, *ibid.*, nos 81-82, p. 168-169, G. CAHEN dans *Histoire des juifs en France* sous la direction de B. Blumenkranz, 1972, p. 87-90.

40) Les plaids de la baronnie de Fénétrange conservés aux Arch. dép. de M.-et-Mos., sous-série 8 B, ceux des comtés de Créhange, etc. aux Arch. de Mos. Pour le détail des cotes, on voudra bien se reporter au guide ms.

Dans certaines seigneuries, on conservait des procès-verbaux des plaids, mais dépourvus de listes de comparants, même réduites aux portériens. Les greffiers se contentaient d'attester l'appel nominal ou de noter les défaillants ou encore, plus rarement, de garder jointes les listes préparatoires, après pointage. Leur transcription au procès-verbal était sans doute une innovation : les rares procès-verbaux qui subsistent de la période antérieure au XVII^e siècle sont tous dépourvus de listes de comparants, abstraction faite des « rôles du ban » messins, dont la finalité était autre⁽⁴¹⁾. En outre, dans les terres du domaine ducal, les prévôts ou les lieutenants de bailliages présidant les plaids ne se soucièrent plus au XVIII^e siècle que de faire consigner au procès-verbal l'élection du maire et des officiers de justice ou leur prestation de serment⁽⁴²⁾. Dans le comté de Bitche, on n'y voit figurer la liste des comparants qu'une seule année (en 1740) et dans la moitié seulement des communautés, afin, est-il dit, de se conformer à une ordonnance de police du duc François III de 1730 exigeant des nouveaux immigrants des certificats de bonne conduite de leurs anciens seigneurs, ainsi que la preuve de moyens de subsistance, sous peine d'expulsion⁽⁴³⁾. C'est pour « connaître ceux qui se sont établis postérieurement à ladite déclaration et contrairement à icelle » que fut dressée, au procès-verbal, une liste complète des habitants avec l'indication de leurs lieux de naissance et, le cas échéant, de l'époque de leur installation au village, précisions que nous avons vu figurer déjà dans un rôle de corvées de 1684⁽⁴⁴⁾.

Les recensements, même celui de 1708, et les rôles de feux dont il a été question précédemment, ne permettent pas de suppléer en revanche au silence de la plupart des procès-verbaux de plaids sur l'admission de juifs dans les seigneuries. Nous sommes renseignés à leur sujet par les ordonnances duciales de 1721 et 1753 et par les rôles des impôts particuliers auxquels ils étaient soumis dans la généralité de Metz et dans le comté de Créhange. Ce sont ces docu-

41) N'y comparaissaient que les acquéreurs d'immeubles, dans un but de publication, au premier des quatre plaids trimestriels jalonnant un délai de saisine d'an et jour (MEIJERS, *op. cit.*, p. 11-19; cf. DOSDAT (G.), *Prises de ban et rôles de bans à Metz du XIII^e au XVI^e siècle*, dans *Les Cahiers lorrains*, 1983, 2, p. 143-159 et les éditions citées *ibid.*). Les plus anciens procès-verbaux que nous avons trouvés de plaids annaux dans d'autres localités concernent Saint-Avold (1302) et diverses seigneuries de l'abbaye de Longeville aux XIV^e et XV^e siècles (Arch. dép. Mos., 4 E 493, H 1065/1, 1134/2, etc.). Exemple de liste vérifiée, celle des portériens de Retonfey, de 1600 (G 1253).

42) Notamment à Creutzwald-la-Houve, cf. ci-avant note 25.

43) Arch. dép. Mos., B 5968. Texte dans le *Recueil des ordonnances et règlements de Lorraine...*, t. V, 1748, p. 99-101.

44) Cf. ci-avant note 6.

ments que l'on a choisi de dépouiller dans un additif du guide consacré à cette catégorie de la population⁽⁴⁵⁾.

Bilan

On ne pouvait négliger, à l'heure du bilan, les ressources offertes par d'autres dépôts d'archives, en particulier celles de Meurthe-et-Moselle, restées en possession des fonds des anciennes justices de localités aujourd'hui mosellanes, mais avant 1871 partie intégrante de la Meurthe. Le dépouillement des seules listes complètes d'habitants convoqués aux plaids annaux y concerne près de 80 localités, s'ajoutant - dans un additif - aux quelque 420 de la partie principale⁽⁴⁶⁾. Quelques-unes de cet ensemble ne sont pourvues que d'une seule liste, mais on dispose pour les autres de séries plus ou moins étendues : jusqu'à 80 listes pour Retonfey, jalonnant près d'un siècle et demi⁽⁴⁷⁾.

Semblable prospection n'a pu être effectuée à ce jour dans les autres dépôts d'archives recélant des fonds seigneuriaux relatifs à la Moselle, à Strasbourg, Colmar, Luxembourg, Sarrebruck, etc.⁽⁴⁸⁾. Même à Nancy, il a fallu nous limiter aux seuls procès-verbaux de plaids annaux, habituellement signalés aux répertoires sans précision de leur éventuel contenu nominatif. Celui-ci allant de soi pour les autres catégories de listes d'habitants telles que les rôles de la subvention, etc., il a semblé moins urgent de les inclure dans l'enquête, bien que leur dispersion soit plus grande encore que celle des plaids annaux et que certaines ne bénéficient guère d'une mention à un répertoire. Nous devons toutefois à notre collègue Didier Hemmert le relevé de celles conservées aux Archives municipales de Bitche, ainsi que l'indication d'un recensement des habitants de Rimling conservé à la paroisse de Deux-Ponts et d'autres encore du comté de Bitche à la Bibliothèque nationale, passés sous silence dans le catalogue de la Collection de Lorraine de Marichal. Celui-ci mentionne en revanche un curieux « recensement, fait en 1610, des paroisses du bailliage d'Allemagne... donnant pour chaque paroisse le nom et l'âge des habitants⁽⁴⁹⁾.

45) On les trouvera cités aussi dans le *Guide de recherches...* de M. G. BERNARD, *op. cit.*

46) Nos confrères M. H. COLLIN, directeur du service, J. E. JUNG et Mlle M.-Th. AUBRY, à l'époque ses adjoints, nous ont grandement facilité l'accès à ces documents. Qu'ils en soient remerciés ici...

47) Arch. dép. Mos., B 5489-5493.

48) Nous devons à l'obligeance d'un correspondant parisien, M. André REMILLON, un relevé de procès-verbaux de plaids annaux et de dénombrements d'habitants conservés dans le fonds de la seigneurie de Bourgalstroff aux Arch. dép. du Haut-Rhin, 1 E 49, 51 et 52. Cf. le *Guide des Archives de la Moselle* de M. J. COLNAT, p. 193 et suiv.

49) Ci-avant, note 6; Coll. de Lorr., n° 497, fol. 25.

Les Archives municipales de Metz sont riches en dénombrements de paroissiens, celles de Thionville et de Sarreguemines en rôles de la subvention et non seulement de ces charges communales que nous avons dû laisser aux Archives de la Moselle hors du cadre de notre enquête⁽⁵⁰⁾. On sait que les données statistiques que les intendants incorporaient à leurs mémoires ont abouti aujourd'hui aux Archives nationales ou à celles de la Guerre et que la plus grande circonspection est recommandée à leur égard, sinon des dénombrements initiés par Vauban dans la généralité de Metz⁽⁵¹⁾... C'est, comme nous l'avons dit, dans les registres paroissiaux qu'on trouvera à préciser le reflet que procurent nos listes nominatives de la reconstitution démographique et du mouvement de la population aux XVII^e et XVIII^e siècles⁽⁵²⁾. Les conditions de vie de nos aïeux, leur niveau social pourront être découverts davantage dans ces documents concrets de la vie quotidienne que représentent les inventaires après décès, les contrats de mariage et autres actes notariés et, en bien des lieux, être mesurés à l'aune de mercuriales⁽⁵³⁾... « *Felix qui potest rerum cognoscere causas !* ».

Gilbert CAHEN

50) Cf. H. TRIBOUT DE MOREMBERT, *Sources pour l'histoire démographique de la ville de Metz du XIII^e au XVII^e siècle*, dans *Bull. philologique et hist. du Comité des travaux historiques et scient.*, 1962 (paru en 1965), p. 493-498. Les rôles de la subvention aux Arch. munic. de Sarreguemines sont cotés 1 C 3 à 16, de Thionville CC 21 à 25, de Morhange CC 14, etc.

51) Cités par B. GILLE, *Les sources statistiques de l'histoire de France, des enquêtes du XVII^e siècle à 1870*, 1964, p. 49. Cf. DUPAQUIER, *op. cit.*, p. 85-89; GRIVEAUD (M.), *Les mémoires adressés au Roi par les intendants des Trois-Évêchés sur la généralité de Metz, essai de classification*, dans *Annuaire de la Soc. d'hist. et d'archéol. de la Lorr.*, 1938, p. 316 et 321 (tir. à p., p. 18 et 23); VILQUIN (E.), *Vauban, inventeur des recensements*, dans *Annales de démographie historique*, 1975, p. 228-234. Les papiers Vauban sont consultables en microfilm aux Arch. nat. (sous-série 260 AP) avec autorisation des héritiers.

52) Il nous est impossible de citer ici toutes les monographies qui utilisent plus ou moins et parfois reproduisent ces deux catégories de sources. Parmi les plus approfondies, ajoutons à celles de Woippy et Gandrange citées notes 19 et 35, celles du doyen Jean HOUPERT, *La prévôté d'Insming, repeuplement et restauration d'un canton lorrain après la guerre de Trente Ans*, 1975, 154 p., de M. Bruno SCHOESER, *Witting dans la vallée de la Sarre*, 1987, p. 65-86, et le mémoire de maîtrise inédit de M. Christian BASTIEN, *La paroisse Saint-Simon de Metz, 1735-1790*, 1971, 112 p.

53) Sur les actes notariés, CROIX (A.), *Guide de l'histoire locale*, *op. c.*, p. 69-91, avec la bibliographie antérieure; sur les mercuriales, MEUVRET, *op. cit.*, p. 912. Cf. MANDROU (R.), *La France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, 1974, p. 326 (*Nouvelle Clio*), CORVISIER (A.), *Sources et méthodes en histoire sociale*, 1980, 257 p. Nous avons, pour notre modeste part, tenté une application sommaire, non quantitative dans *La population de Saint-Avold au XVIII^e siècle, aspects économiques et sociaux*, dans *Les Cahiers lorrains*, 1982, 1, p. 61-77 (l'aspect démographique de la question est traité *ibid.* par M. D. BONTEMPS, *Le mariage à Saint-Avold 1750-1770*, p. 41-59).